



Maitre de l'ouvrage

UNIVERSITE DE BORDEAUX

35, PLACE Pey-Berland

33076 BORDEAUX Cedex



**AMENAGEMENT DU PLATEAU RMSB ET INCIA
ZONE NORD IBIO
CAMPUS CARREIRE
146 Rue Léo Saignat
33000 BORDEAUX**

**CCTP LOT 01
DEMOLITION / GROS-ŒUVRE / DESAMIANTAGE**

PHASE DCE

BUREAU D'ETUDES :

Date : Septembre 2024



10 Allée Jean DUBUFFET

33 130 BEGLES

Tel : 05 57 59 28 90

@ : secretariat@math-ingenierie.fr

SOMMAIRE

1. GENERALITES	3
1.1. OBJET DES TRAVAUX.....	3
1.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	3
1.2.1. Constat d'huissier :	4
1.2.2. Base vie :	4
1.2.3. Délimitation de la zone de chantier :	4
1.2.4. Limite de chantier :	4
1.2.5. Gestion des déchets.....	5
1.2.6. Raccordement	5
1.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE EN SOUS-SECTION 3.....	5
1.3.1. Généralités	5
1.3.2. Plan de retrait	6
1.4. TRAVAUX PREPARATOIRES	7
1.4.1. Accès au site et clôtures de chantier	7
1.4.2. Protection des réseaux.....	7
1.4.3. Protection individuelle	7
1.5. ANALYSES ET MESURES D'EMPOUSSIEREMENT.....	8
1.6. CONFINEMENT	9
1.7. INSTALLATION SPECIFIQUE DE DECONTAMINATION	9
1.8. PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES TRAVAUX DE DEPOSE ET DEMOLITION	10
2. DESCRIPTION DE TRAVAUX.....	11
2.1. REPERAGES DES INTERVENTIONS.....	11
2.2. ETUDES D'EXECUTION / DOE	12
2.3. GESTION DES DECHETS	12
2.4. DEPOSES ET DEMOLITIONS	13
2.4.1. Dépose de rideau métallique.....	13
2.4.2. Dépose de menuiserie extérieure	13
2.4.3. Dépose de menuiserie intérieure.....	13
2.4.4. Dépose de faïence	13
2.4.5. Dépose de carrelage	14
2.5. GROS OEUVRE.....	15
2.5.1. Condamnation d'ouverture existante	15
2.6. NETTOYAGE ET RESTITUTION DES LOCAUX	15
2.7. NETTOYAGE ET REPLIEMENT	15

2.8. REMISE EN ETAT DU TERRAIN	15
2.9. RECEPTION DES TRAVAUX.....	16
2.10. PSE 1A : DESAMANTAGE DE LA ZONE	16

1. GENERALITES

1.1. OBJET DES TRAVAUX

L'opération concerne l'aménagement immobilier du plateau IBIO (RMSB) au R+1 ROTULE 1A, situé au 146 rue Leo Saignat - Bordeaux.

Les travaux de démolition / gros œuvre / désamiantage seront réalisés en une seule phase après la neutralisation préalable des réseaux d'électricité et fluides par les lots concernés.

1.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'entreprise devra l'installation de chantier selon le PGC et la réglementation en vigueur, nécessaires aux travaux de retrait d'amiante. Elle devra fournir un plan d'installation de chantier pour validation.

Les installations de chantier seront implantées à l'arrière du bâtiment concerné par les travaux :



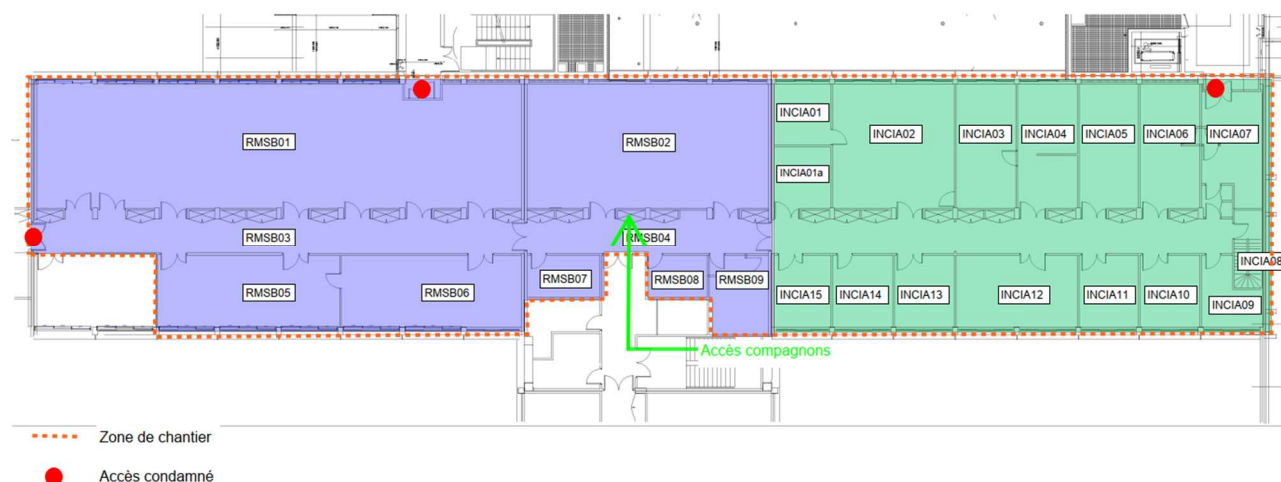
1.2.1. Constat d'huissier :

L'entrepreneur du présent lot aura en charge les constats d'huissier des zones où seront installées les installations de chantier ainsi que la périphérie des zones d'intervention et de circulation pour la réalisation des travaux. Ces constats seront établis avant leur mise en place et après leur enlèvement.

1.2.2. Base vie :

L'installation de chantier (base vie, consommation eau et électricité y compris leurs raccordements, ...) est à la charge du lot 03 Plâtrerie / Faux Plafonds pour l'ensemble des entreprises.

1.2.3. Délimitation de la zone de chantier :



1.2.4. Limite de chantier :

Durant la phase de désamiantage, l'entreprise devra prévoir les clôtures de chantier pour délimiter toutes les différentes zones de chantier, notamment :

- Délimitation de l'emprise du chantier, installation proprement dite, raccordements, maintenance et repliement en fin de travaux et toutes prescriptions du SPS concernant la clôture de chantier.
- Clôtures de chantier avec polyane pour réalisation de la zone de travail « confinement ».
- Clôtures pour la zone de stockage des déchets et des matériels,
- Condamnation des portes d'accès. Celle-ci devra être accompagnée d'une protection étanche supplémentaire (polyane) pour éviter toute infiltration des fibres.
- Toutes autres zones susceptibles d'avoir besoin d'être délimitées selon la réglementation des travaux en présence d'amiante en vigueur.
- Ces installations comprendront aussi la pose et la dépose en fin de chantier de toute la signalisation amiante et « chantier interdit au public » aux abords et aux accès du chantier selon la réglementation en vigueur.
- Avant d'entreprendre tout travail, les zones les plus dangereuses (zone de travail, stockage des déchets) doivent être balisées par un marquage « Danger Amiante », clôturées, munies d'accès verrouillables et permettant un contrôle efficace des entrées et des sorties.

- Les clôtures de chantier et tous accessoires situés dans la zone de travail « avec présence d'amiante » devront être nettoyées selon la réglementation en vigueur avant évacuation.

L'entreprise du présent lot aura en charge les études d'exécutions, manutentions, installations, le repliement, le nettoyage et évacuation de ses déchets.

1.2.5. Gestion des déchets

L'entrepreneur devra la mise en place de bennes de chantier, y compris leur rotation et enlèvement pour la durée totale de ses travaux.

Il proposera un mode d'élimination ou de revalorisation des déchets selon leur nature et leur poids, en accord avec la réglementation en vigueur. Il privilégiera la valorisation matière (réemploi, recyclage). Il devra se mettre en contact avec les représentants des filières locales d'élimination des déchets (réemploi, recyclage, installations de stockage, incinération avec valorisation énergétique) et établira les modes d'élimination les plus appropriés à cette opération.

1.2.6. Raccordement

L'entreprise devra l'ensemble des raccordements et alimentations en eau, EU/EV et électricité pour l'installation de la base vie et de la zone de décontamination pour la durée de ses travaux.

1.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE EN SOUS-SECTION 3

1.3.1. Généralités

A l'appui des différents rapports de repérage d'amiante avant travaux référencés :

- Rapport n° 5CD17-036_FAC CARREIRE BAT 1A-BORDEAUX, établi par APAVE en date du 23/10/2017,
- Rapport n° 9481675/S1.2.2. R établi par Bureau Veritas en date du 07/08/2020,
- Rapport n°9481675/S1.2.2.rev1.R établi par Bureau Veritas en date du 18/11/2020,
- Rapport n°9481675/S1.2.2.rev2 R établi par Bureau Veritas en date du 28/01/2020,

Il est à prendre en compte que (repérage suivant plan « Etat des lieux ») :

- Locaux B01, 02, 03, 04, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15 : Les panneaux isolants cartonnés type panocell constituant les coffres de volets roulants, sont amiantés,
- Local B09 : Les enduit + peinture des poteaux, jonction entre les murs et les sous-faces des poutres, sont amiantés,
- Local B08 : Les enduits de mur, poteau, poutre, cloison et colles de plinthes sont amiantés,
- Local B09 : Les enduit + peinture des poteaux, jonction entre les murs et les sous-faces des poutres, la colle des plinthes, sont amiantés,
- Locaux A07, 08 et 09 : la colle des plinthes est amiantée

Par conséquent, une procédure particulière devra être respectée par la présente entreprise pour l'enlèvement de ces matériaux.

La dépose de ces matériaux impose à l'entreprise une qualification attestée, **sous-section 3**, par un organisme certificateur au sens du nouvel arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises

réalisant des travaux de retrait ou d'Encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

Tout travailleur affecté à des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ou à toute intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, doit avoir reçu au préalable une formation adaptée par l'Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Dans le cas où l'Entrepreneur découvrirait des matériaux suspects susceptibles de contenir de l'amiante, il sera tenu d'en informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre afin qu'il prenne les dispositions nécessaires pour la réalisation de prélèvements et d'analyses complémentaires.

L'Entrepreneur devra également se conformer à toutes les recommandations, remarques ou spécifications particulières de l'OPPBTP, aux exigences du Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé désignées par le Maître de l'Ouvrage, de la CRAM et de l'Inspection du travail (plan de retrait notamment). En cas de demandes spécifiques des organismes précités, l'entrepreneur devra s'y conformer sans pouvoir demander de rémunération complémentaire.

1.3.2. Plan de retrait

L'opération ayant pour finalité le retrait de matériaux contenant de l'amiante, relève de la section 3 du décret 96-98 du 7 février 1996, en conséquence un plan de retrait doit être établi par l'entreprise.

Dès notification du marché, l'Entrepreneur retenu établira son plan de retrait et le diffusera immédiatement auprès des organismes officiels de prévention.

- L'Inspection du travail en charge du secteur des travaux,
- Le service de prévention des risques de la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail),
- L'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics),
- La Médecine du travail en charge du suivi médical des salariés de l'entreprise de travaux.

Le plan de retrait sera également diffusé aux intervenants concernés par la réalisation des travaux comme le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, les organismes de contrôle et bien évidemment, le maître d'ouvrage.

La rédaction du plan de retrait est de la responsabilité de l'entreprise de travaux qui doit exposer au sein de ce document la méthodologie d'intervention de façon spécifique, en y intégrant une évaluation exhaustive des risques susceptibles d'être rencontrés pendant les travaux.

Le plan de retrait doit être connu de tout intervenant et tenu à disposition au sein du registre de chantier.

1.4. TRAVAUX PREPARATOIRES

L'entreprise devra la réalisation de l'ensemble des travaux préparatoires nécessaires aux travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante, selon la réglementation en vigueur pour des travaux en sous-section 3, notamment (liste non limitative) :

1.4.1. Accès au site et clôtures de chantier

Le site doit être maintenu clos pendant toute la durée du chantier. L'intégralité des zones d'intervention du bâtiment devra être clôturée.

- Balisage et interdiction de l'accès dans la zone située sous la partie en cours de retrait, dans le cas présent, les accès seront prévus d'être fermé mécaniquement,
- Organiser l'accès et la circulation jusqu'aux zones de travaux,
- Aménager un seul accès à la zone permettant la sortie du personnel par l'installation de décontamination,
- Isoler le chantier des autres locaux et obstruer les grilles d'aération par des films tendus en matière plastique, joints aux supports de manière étanche à l'air sur la totalité de leur pourtour et résistants.
- Pose d'un film plastique sur l'ensemble des sols, murs et toutes parties visibles pour rendre étanche jusqu'au niveau de la partie à déposer,

L'entrepreneur fournira avant le début des travaux :

- Un plan d'emprise chantier établi selon ses propres besoins. Ce plan sera établi en concertation avec les services administratifs concernés.
- Un plan de circulation extérieur, mentionnant notamment l'emplacement des stationnements tampons, avant arrivée sur site. Ce plan sera établi en concertation avec les services administratifs concernés.

L'Entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires permettant l'acheminement et la circulation des engins sur le chantier. L'aménagement de nouvelles pistes d'accès au chantier ou sur le site est à la charge de l'Entrepreneur, si elles s'avèrent nécessaires. Les lieux seront remis à l'état initial en fin de travaux.

1.4.2. Protection des réseaux

- Protection de tous les équipements restants en les enveloppant par un film en matière plastique,
- Arrêt et consigne des systèmes mécaniques de ventilation,
- L'entreprise devra le repérage de tous les réseaux traversant la zone de désamiantage (eau froide, eau chaude sanitaire, eau de chauffage, eau usée, réseaux électriques et courants faibles) et neutraliser si nécessaire ces réseaux afin d'éliminer tous risques.
- Les installations et réseaux fixés sur les ouvrages amiantés ou simplement gênant seront eux aussi déposés, traités et évacués aux décharges agréées.

1.4.3. Protection individuelle

- Protections individuelles pour le désamiantage selon valeur d'empoussièrement du chantier.

1.5. ANALYSES ET MESURES D'EMPOUSSIEREMENT

Les travaux de désamiantage ne doivent avoir aucun impact sur l'environnement atmosphérique du chantier ou sur les rejets d'eau générés lors des opérations de retrait d'amiante ou de décontamination.

Pour contrôler la maîtrise de ses procédés, l'entreprise devra mettre en place, selon la réglementation, une campagne de prélèvements et d'analyses permettant de garantir une surveillance régulière de ses rejets. Elle fournira un programme définissant les emplacements, la fréquence, le type et les objectifs de résultat des contrôles qu'elle effectue pendant les travaux.

Indépendamment des contrôles réalisés par l'entreprise, la maîtrise d'ouvrage fera procéder à des contrôles vis-à-vis des personnes pouvant évoluer à proximité du chantier ou devant réintégrer les locaux après les travaux.

Pour les activités de retrait ou d'encapsulage en sous-section 3, les différents types d'analyses à effectuer sont :

- Evaluation initiale effectuée sur un chantier test,
- Un contrôle 3 fois par an du niveau d'empoussièrement de chaque processus en fonction de son retour d'expérience provenant de mesures effectuées sur des chantiers similaires,
- Analyses atmosphériques en microscopie électronique à transmission analytique (META) pour l'ensemble des contrôles de l'air et pour les tests libératoires et de restitution,
- Analyses des matières en suspension (MES) dans les rejets d'eau,
- En dehors des prélèvements et analyses de l'air et de l'eau, l'entreprise procède à de nombreux autocontrôles sur les éléments constitutifs des confinements statiques et dynamiques, tels que l'état du confinement, la dépression en zone, les vérifications aérauliques par le test au fumigène et des contrôles périodiques, les vérifications des équipements de protection individuelle et collective.
- Après nettoyage de la zone de travail, l'entreprise devra effectuer des mesures d'empoussièrement par microscopie électronique à transmission analytique (META) avant de permettre à toute personne de pénétrer dans les locaux.

Les contrôles seront à effectuer :

- Dans la zone d'approche de la zone de travail,
- Dans la zone de récupération (= vestiaire),
- En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux,
- A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet,

L'ensemble des analyses et contrôles réalisés sont tenus à disposition des organismes de contrôles et des visiteurs au sein du registre de chantier, tenu par le chef de chantier.

Les prélèvements et analyses de chantier sont réalisés par un laboratoire indépendant accrédité par le COFRAC (Comité français d'accréditation des laboratoires, organismes certificateurs et d'inspection).

Le test libératoire à la charge de l'entreprise est réalisé par un laboratoire indépendant et agréé après l'examen visuel des surfaces traitées (voir ci-après). Son résultat conditionne la libération de la zone et ne doit pas dépasser la valeur VLEP réglementaire admise (valeur limite d'exposition professionnelle).

Il est complété, après le départ de l'entreprise de travaux, par un test de restitution, à la charge du maître d'ouvrage, réalisé selon la même méthodologie.

Dans le cadre de la réalisation des travaux, l'entreprise devra justifier d'un retour d'expérience (analyse risques META) sur les taux d'empoussièrement attendus. Dans le cas contraire celle-ci devra prévoir la réalisation de chantiers tests (compris dans le prix de la prestation).

En cas de dépassement des valeurs de référence, l'Entreprise devra réaliser une action corrective, qu'elle proposera au Maître d'œuvre, et procéder à un nouveau prélèvement et une nouvelle analyse en laboratoire. Cette action sera prise en charge financièrement par l'Entreprise et pourra être répétée autant de fois que nécessaire, jusqu'à l'obtention de concentrations inférieures aux valeurs seuils. En cas d'évolution de la réglementation en matière de mesures d'empoussièrement, l'Entreprise s'engage à la respecter sans plus-value.

1.6. CONFINEMENT

L'entreprise du présent lot aura à sa charge l'amenée, la mise en place et le repli d'un confinement qui répond aux caractéristiques suivantes :

- Isolement de la zone de travail vis-à-vis de l'environnement extérieur. A défaut d'une séparation physique, étanche au passage de l'air et de l'eau existante, mise en place d'une séparation à l'aide d'un matériau approprié,
- Calfeutrement de la zone de travail par neutralisation et obturation des différents dispositifs de ventilation, de climatisation, ou de tous autres systèmes et ouvertures pouvant être à l'origine d'un échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur de la zone de travail,
- Protection de la séparation physique. Si la séparation physique n'est elle-même pas décontaminable, les parois de cette séparation ainsi que les surfaces, les structures et les équipements non décontaminables restant dans la zone de travail mais non concernés par les opérations sont protégés par un dispositif de protection résistant et étanche (film de propreté),
- Mise en place de fenêtres aménagées dans le confinement de la zone de travail permettant de visualiser le chantier depuis l'extérieur sauf si la configuration du chantier ne le permet pas,
- Protection de tous les ouvrages, appareils et matériels destinés à être déposés ou conservés ultérieurement,
- Un test au fumigène sera réalisé (contrôle de l'étanchéité de la zone et vérification de l'aéraulique prévisionnelle) et sera communiqué au SPS,
- Raccordement aux systèmes d'aération et d'aspiration des poussières.

L'installation comprend, selon la configuration de la zone de travail, au moins un extracteur de secours.

Les extracteurs sont alimentés par un système électrique équipé d'un dispositif de secours (Groupe électrogène). L'entreprise du présent lot prendra les dispositions nécessaires pour protéger les surfaces, les structures et les équipements présents dans la zone de travail, non concernés par l'opération, non décontaminables et susceptibles d'être pollués. Mise en place de protection résistante et étanche (film de propreté) sur les surfaces.

1.7. INSTALLATION SPECIFIQUE DE DECONTAMINATION

L'entreprise du présent lot aura à sa charge l'amenée, la mise en place et le repli d'installations spécifique de décontamination des travailleurs.

Les installations de décontamination des travailleurs sont distinctes de celles des équipements de travail et des déchets sauf si la configuration du chantier ne le permet pas. Elles constituent les seules voies de sortie depuis la zone de travail vers l'extérieur, à l'exception de manœuvre de secours.

Un balayage d'air non pollué assure la ventilation des installations de décontamination afin d'assurer la salubrité et empêcher tout transfert de pollution en dehors de la zone de travail.

Les installations de décontamination comportent **au moins trois compartiments**, dont deux douches permettant d'assurer successivement la décontamination et la douche d'hygiène. Celles-ci sont alimentées en quantité et en pression suffisante d'eau à température réglable.

Ces installations de décontamination comprennent au minimum de :

- 1 compartiment "sale",
- 1 compartiment douche,
- 1 compartiment "propre",
- 1 local technique avec système de filtration.

L'ensemble sera chauffé et éclairé et devra être entièrement autonome.

Cette installation sera mise en œuvre, contrôlée et enlevée selon la réglementation en vigueur.

L'entreprise aura à sa charge les travaux de raccordements électriques, eau, récupération des eaux, ... de l'installation de ses équipements pour le désamiantage.

1.8. PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES TRAVAUX DE DEPOSE ET DEMOLITION

L'entreprise du présent lot aura à sa charge les travaux de dépose et de démolition qui devront être réalisés avec soin afin d'éviter toute dégradation sur les ouvrages conservés.

Ces travaux comprendront tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose, tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, etc...

Les méthodes et moyens de démolition sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de l'ouvrage à démolir, de son emplacement, de son environnement et de toute autre condition particulière rencontrée.

Les prix des déposes et démolitions comprendront tous échafaudages, moyen de levage et manutention nécessaires ainsi que l'utilisation de tous matériels spécifiques.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer aucune détérioration aux existants lors de l'exécution de ses travaux.

2. DESCRIPTION DE TRAVAUX

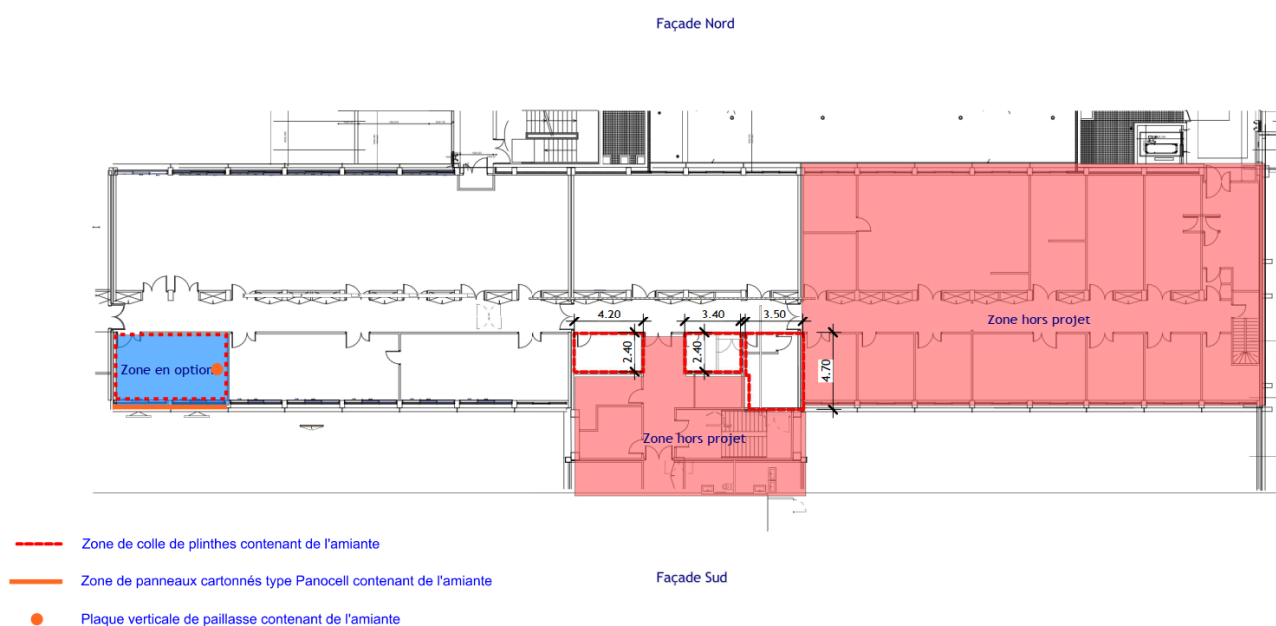
2.1. REPERAGES DES INTERVENTIONS

Suivant les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante référencés :

- Rapport n° 5CD17-036_FAC CARREIRE BAT 1A-BORDEAUX, établi par APAVE en date du 23/10/2017,
- Rapport n° 9481675/S1.2.2. R établi par Bureau Veritas en date du 07/08/2020,
- Rapport n°9481675/S1.2.2.rev1.R établi par Bureau Veritas en date du 18/11/2020,
- Rapport n°9481675/S1.2.2.rev2 R établi par Bureau Veritas en date du 28/01/2020,
- Rapport n°22124726/S3.2.4.R établi par Bureau Veritas en date du 16/05/2024,

Les matériaux repérés sur les plans ci-dessous contiennent de l'amiante.

En raison de la nature des travaux prévus dans le présent dossier, il est à prévoir la dépose totale de ces matériaux dans toute les surfaces d'emprise des travaux.



2.2. ETUDES D'EXECUTION / DOE

Les études d'exécution sont à la charge de l'entreprise. Elles comprendront les relevés, les plans, détails et l'ensemble des fiches techniques, avis techniques et autres justificatifs nécessaires à la validation des ouvrages à réaliser pour validation par la MOE et le bureau de contrôle.

Le dossier d'exécution devra être transmis durant la période de préparation, en tenant compte des délais impartis de commande éventuelle des produits et du délais nécessaire à la production des visas par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle.

L'entrepreneur du présent lot devra présenter son Dossier des Ouvrages Exécutés à la maîtrise d'œuvre pour visa, puis après validation en 2 exemplaires numériques à la maîtrise d'ouvrage. Les DOE devront être produits 8 jours au plus tard avant la date de réception.

2.3. GESTION DES DECHETS

L'entreprise devra chiffrer le traitement des déchets amiantés par **INERTAGE**. Les déchets seront dirigés vers la société INERTAM, située à Morcenx dans les Landes, ou équivalent, pour un traitement par vitrification des déchets amiantés (la solution par enfouissement sera refusée), selon leur nature :

- Les déchets amiantés liés de classe 2,
- Les déchets amiantés libres ainsi que tous les consommables et EPI contaminés de classe 1.

Deux documents participant à la gestion de l'élimination des déchets contenant de l'amiante, seront à fournir lors de la période de préparation :

- Le certificat d'acceptation préalable,
- Le bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante.

L'entreprise qui effectue le retrait ou le confinement des matériaux contenant de l'amiante doit prendre toutes mesures pour conditionner et évacuer de la zone de travail les déchets, au fur et à mesure de leur production. Les déchets seront évacués de la zone de travail en double emballage par l'accès au chantier commun à toutes les entreprises.

Les déchets devront être évacués du chantier avant d'engager d'autres phases de travaux.

Les conditions de manutention des déchets emballés (en sacs, GRV, fûts, conteneurs, etc.) doivent être prévues et organisées de manière à réduire les risques lors de leur manipulation aux différents stades de la filière d'élimination. Les déchets d'amiante sont traités selon les conditions suivantes :

- Vérification des informations spécifiques sur l'origine des déchets, notamment du bordereau de suivi des déchets d'amiante,
- Emballage et étiquetage conformément à la réglementation en vigueur,
- Déchargement, manutention avec précaution, en évitant toute libération éventuelle de fibres,

Des moyens d'aide à la manutention tels que chariots manuels ou motorisés, etc. ainsi que les systèmes de levage adaptés seront utilisés.

L'entreprise remettra en fin d'opération l'ensemble des fiches de suivi des déchets et certificats de traitements et de réception en décharges spécialisées et agréées.

NB 1 : Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'effectuer à tout moment un contrôle visuel des déchets.

2.4. DEPOSES ET DEMOLITIONS

2.4.1. Dépose de rideau métallique

L'entreprise du présent lot aura à sa charge les travaux de dépose complète de rideaux métalliques. Les travaux comprendront :

- Dépose du cadre métallique posé devant le rideau
- Dépose totale du rideau métallique et du tablier
- Evacuation des déchets en décharge spécialisée

Localisation : Local A01 et A02. (Suivant Plan EDL)

2.4.2. Dépose de menuiserie extérieure

L'entreprise du présent lot aura à sa charge les travaux de dépose de menuiserie extérieure. Les travaux comprendront :

- Dépose complète de la menuiserie y compris descellement du dormant, dégarnissage, bouchement et toutes sujétions,
- Rebouchage des feuillures et trous au droit des scellements
- Exécution de tous raccords (enduit, ciment, ...)
- Evacuation des gravats et déchets en décharge spécialisée

Il est à la charge de l'entreprise de prévoir les protections contre les intempéries au droit de l'ouverture laissée après la dépose du châssis existant.

Localisation : A02, une menuiserie dans la travée contiguë au rideau métallique à déposer (Suivant Plan EDL).

2.4.3. Dépose de menuiserie intérieure

L'entreprise du présent lot aura à sa charge les travaux de dépose soignée de menuiserie intérieure. Les travaux comprendront :

- Dépose complète de la menuiserie y compris descellement du dormant, dégarnissage, bouchement et toutes sujétions,
- Rebouchage des feuillures et trous au droit des scellements
- Exécution de tous raccords (enduit, ciment, ...)
- Evacuation des gravats et déchets en décharge spécialisée

NOTA : Pour les montants métalliques scellés sur les poteaux bétons, l'entreprise devra la découpe soignée et la reconstruction des parties éventuellement dégradées.

Quand 2 cadres sont présents (1 côté circulation et 1 côté bureau), les 2 cadres sont à déposer.

Localisation : Dormants sur paroi BA entre A01 et A02, entre A05/06 et A03, entre A08/09 et A04, entre A02 et A04, entre A07 et A04, et portes coupe-feu (Suivant Plan EDL)

2.4.4. Dépose de faïence

L'entreprise du présent lot aura à sa charge les travaux de démolition de faïence avec précaution pour ne pas détériorer le support.

Les travaux comprendront :

- Dépose soignée de la faïence,
- Grattage des résidus de colle,
- Evacuation des gravats,

Localisation : Local A07. (Suivant Plan EDL)

2.4.5. Dépose de carrelage

L'entreprise du présent lot aura à sa charge les travaux de démolition de carrelage avec précaution pour ne pas détériorer le support.

Les travaux comprendront :

- Dépose soignée du carrelage,
- Grattage des résidus de colle,
- Evacuation des gravats,

Localisation : Locaux A08 et A09. (Suivant Plan EDL)

2.5. GROS OEUVRE

2.5.1. Condamnation d'ouverture existante

Réalisation de mur en maçonnerie en blocs d'agglomérés creux, épaisseur identique au mur existant, y compris :

- Rejointoiement soigné des maçonneries.
- Calfeutrements divers.

Localisation : Fermeture suite au dépôt du rideau métallique dans la salle A01
Fermeture suite au dépôt du rideau métallique dans la salle A02
Fermeture de la partie aveugle de la menuiserie déposée dans la salle A02

2.6. NETTOYAGE ET RESTITUTION DES LOCAUX

Après retrait des matériaux contenant de l'amiante, un nettoyage fin sera réalisé au moyen d'aspirateurs équipés de filtres absolus. Un fixateur de surface est pulvérisé sur les films plastiques. Ils sont ensuite repliés côté face mouillée.

- Les surfaces décontaminables non confinées en début de chantier sont nettoyées à l'aide d'un chiffon humide ou d'un aspirateur à filtration à très haute efficacité ; les films, les chiffons, les masques et filtres sont ensachés et éliminés en décharge de classe 1,
- Aspiration de la totalité des surfaces de la zone de travail, des matériels utilisés pour les travaux et des équipements à l'aide d'aspirateurs munis de filtres à très haute efficacité et d'embouts d'aspiration adaptés au nettoyage des diverses surfaces,
- Décontamination des outils (aspiration, nettoyage humide, ...),
- Contrôle visuel pour vérifier l'absence de résidus de matériaux contenant de l'amiante,

Il est important de s'assurer pour la suite des travaux qu'il ne reste plus de traces d'humidité.

Avant de procéder à la réception, une période de sédimentation des fibres de 6 à 12 heures sera respectée.

Le maître d'ouvrage fera un examen visuel des surfaces traitées permettant la réception du chantier et la réalisation du test libératoire conditionnant le démontage de la zone de confinement. Cet examen visuel doit être réalisé par un technicien compétent, selon la norme expérimentale AFNOR XP X46-021.

2.7. NETTOYAGE ET REPLIEMENT

Durant le chantier, l'entreprise sera responsable de l'entretien journalier des zones occupées. Tous les gravats, ordures, décombres, etc. seront évacués régulièrement à la décharge appropriée.

Tous les engins, matériaux, matériels et accès provisoire de chantier seront dégagés.

Après l'exécution des travaux de son lot, l'entreprise devra un nettoyage complet du chantier ainsi que des abords pour chaque phase de travaux.

2.8. REMISE EN ETAT DU TERRAIN

A la fin des travaux de chaque phase, il sera prévu la remise en état, dans son état originel (selon dossier état des lieux initial à la charge du présent lot), des zones du site ayant servi aux installations de chantier, zones de stockage, voies d'accès des engins si utilisés, ... le nettoyage des voies d'accès (balayage + jet d'eau) au terrain.

2.9. RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux pourra être prononcée dès lors que :

- Dans tous les cas, le désamiantage peut être constaté par un contrôle visuel avant et après déconfinement.
- Le niveau d'empoussièrement est inférieur à 5 fibres d'amiante par litre à l'intérieur du confinement

Le confinement ne devra en aucun cas être déposé sans l'accord du Maître d'Œuvre.

Après contrôle visuel de la terminaison de la dépose des matériaux amiantifères, le maître d'œuvre autorisera la dépose de la couche intérieure en film polyane.

Les mesures libératoires pourront alors commencer.

N.B. : Les comptages de particules seront réalisés par microscopie électronique à transmission par le laboratoire extérieur agréé par le maître d'œuvre au démarrage des travaux.

Au vu des résultats des tests libératoires le repli du chantier pourra être autorisé, par le Maître d'œuvre.

Si le niveau d'empoussièrement est supérieur à 5 fibres d'amiante par litre, l'entreprise prendra les mesures nécessaires pour procéder à un nouveau nettoyage. Cette procédure sera répétée jusqu'à obtention d'un résultat conforme aux exigences du CCTP.

Tous les frais supplémentaires liés à une mesure libératoire ou examen visuel non satisfaisants seront supportés par l'Entreprise.

2.10. PSE 1A : DESAMANTAGE DE LA ZONE

A l'appui du rapport de repérage d'amiante avant travaux référencé :

- Rapport n° 22124726/S3.2.4.R, établi par BUREAU VERITAS en date du 03/05/2024,

Il est à prendre en compte que :

- Les panneaux isolants cartonnés type panocell constituant les coffres de volets roulants, sont amiantés,
- La colle des plinthes est amiantée,
- Une plaque de paillasse est amiantée,

L'entrepreneur chiffrera la dépose des éléments amiantés de la zone.

Par conséquent, une procédure particulière devra être respectée par la présente entreprise pour l'enlèvement de ces matériaux.

La dépose de ces matériaux impose à l'entreprise une qualification attestée, **sous-section 3**, par un organisme certificateur au sens du nouvel arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'Encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

Tout travailleur affecté à des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ou à toute intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, doit avoir reçu au préalable une formation adaptée par l'Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Dans le cas où l'Entrepreneur découvrirait des matériaux suspects susceptibles de contenir de l'amiante, il sera tenu d'en informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre afin qu'il prenne les dispositions nécessaires pour la réalisation de prélèvements et d'analyses complémentaires.

L'Entrepreneur devra également se conformer à toutes les recommandations, remarques ou spécifications particulières de l'OPPBTP, aux exigences du Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé désignées par le Maître de l'Ouvrage, de la CRAM et de l'Inspection du travail (plan de retrait notamment). En cas de demandes spécifiques des organismes précités, l'entrepreneur devra s'y conformer sans pouvoir demander de rémunération complémentaire.

Localisation : Zone en option